L'ANC plébiscité, Jacob Zuma propulsé vers une présidence à risques

@rib News, 27/04/2009 â€“ Source AFPLe CongrÃ©s national africain (ANC) a remportÃ© les Ã©lections gÃ©nÃ©rales du 22 avril en Afrique du Sud avec une trÃ©s large majoritÃ©, ouvrant tout grand les portes de la prÃ©sidence Ã son chef, le populaire mais controversÃ© Jacob Zuma. Le prochain chef de l'Etat disposera d'une trÃ©s large majoritÃ©, avec 65,9% des suffrages, soit 264 dÃ©putÃ©s sur 400. L'ANC a cependant Ã©chouÃ© au seuil de la majoritÃ© des deux tiers dont il disposait depuis 2004 selon les rÃ©sultats officiels publiÃ©s samedi. par la Commission Ã©lectorale indÃ©pendante (IEC). L'opposition a amorcÃ© une recombinaison, l'Alliance dÃ©mocratique (DA) se renforÃ§ant Ã 16,68% des voix contre 12%, suivie par le CongrÃ©s du peuple (Cope), formÃ© par des dissidents de l'ANC, avec 7,42%. La victoire de l'ancien mouvement de lutte contre l'apartheid conforte Ã©galement le soutien Ã l'aile gauche, qui a Ã©vincÃ© de la prÃ©sidence du pays en dÃ©cembre 2007 le chef de l'Etat d'alors, Thabo Mbeki. Cet ennemi politique de Jacob Zuma Ã©tait contraint neuf mois plus tard Ã dÃ©missionner de la prÃ©sidence de la RÃ©publique. La victoire du tout puissant ANC n'est pas totale, contrairement Ã ce qu'avaient espÃ©rÃ© les partisans de "JZ", puisque la majoritÃ© des deux tiers au Parlement lui a Ã©chappÃ©. L'opposition avait fait campagne sur ce thÃ©me, campant Zuma en dictateur impatient de changer la Constitution. Zuma va devoir convaincre une Ã©lite rendue sceptique par ses dÃ©boires judiciaires. Des poursuites pour corruption Ã son encontre ont Ã©tÃ© abandonnÃ©es juste avant le scrutin. Le tribun zoulou s'est rÃ©joui samedi de la "splendide victoire" de son parti aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales du 22 avril, qui le propulse vers une prÃ©sidence Ã risques. Tout aussi populaire que controversÃ©, Jacob Zuma, 67 ans, doit Ãªtre Ã©lu Ã la prÃ©sidence par le nouveau Parlement lors d'une session extraordinaire le 6 mai, alors que la crise mondiale frappe de plein fouet la premiÃ©re Ã©conomie du continent. "Nous acceptons avec reconnaissance et humilitÃ© le mandat sans appel que nous avons reÃ§u de millions de Sud-Africains", a affirmÃ© le chef de l'ANC, employant le "nous" collectif traditionnel au sein du parti. "Nous ne prenons pas Ã la lÃ©gÃ©re la responsabilitÃ© qui nous est confiÃ©e", a-t-il continuÃ©, promettant de travailler Ã l'amÃ©lioration des services publics dÃ©ficients dans un pays oÃ¹ 43% de la population vit toujours sous le seuil de pauvretÃ©, quinze ans aprÃ©s la chute de l'apartheid. Car les attentes sont Ã©normes, Ã l'Ã©chelle des frustrations dans la Nation arc-en-ciel de Nelson Mandela: le chÃ¢mage frÃ¢le les 40%, hÃ¢pitaux, Ã©coles et police manquent cruellement de ressources, des millions de personnes vivent toujours dans des bidonvilles, la criminalitÃ© bat des records et la pandÃ©mie de sida est la pire au monde. La tÃ¢che paraÃªt dantesque: le prÃ©sident va devoir concilier politique sociale et impÃ©ratifs budgÃ©taires Ã un moment oÃ¹ l'Afrique du Sud s'apprÃªte Ã entrer en rÃ©cession, pour la premiÃ©re fois depuis 17 ans. Zuma a d'ailleurs exprimÃ© son "inquiÃ©tude" face aux consÃ©quences de la crise mondiale sur l'emploi. Des dizaines de milliers de postes ont Ã©tÃ© supprimÃ© depuis la fin 2008 et 300.000 autres devraient l'Ãªtre en 2009, notamment dans les mines et l'automobile. Les analystes ne prÃ©voient pas pour autant de changements importants de politique Ã©conomique Ã court terme, d'autant que le budget 2009 prÃ©voit d'ajÃ© une augmentation de 4 milliards de dollars des dÃ©penses sociales. Le parti, ultramajoritaire au Parlement depuis les premiÃ©res Ã©lections multiraciales en 1994, "doit maintenant rÃ©aliser qu'il a atteint un plafond et que, s'il ne tient pas ses promesses, il va perdre ses Ã©lecteurs", relÃ¢ve Roland Henwood, de l'UniversitÃ© de Pretoria. Un danger d'autant plus rÃ©el que l'opposition a amorcÃ© une recombinaison: l'Alliance dÃ©mocratique (DA) s'est nettement renforcÃ©e Ã 16,68% des voix contre 12,8% (67 dÃ©putÃ©s contre 50), suivie du CongrÃ©s du peuple (Cope), formÃ© en dÃ©cembre par des dissidents de l'ANC, avec 7,42% (30 siÃ©ges). Dans l'ensemble, le parti au pouvoir "a perdu des voix depuis les derniÃ©res Ã©lections en 2004, un fait qu'il devrait prendre en compte", conseillait samedi l'hebdomadaire Weekender, relevant que la dÃ©mocratie sud-africaine est toujours aussi dynamique avec un taux de participation de 77,3%. "Les Sud-Africains croient avec la mÃªme intensitÃ© qu'en 1994 au pouvoir du vote", se rÃ©jouissait-il. La presse comme les observateurs ont d'ailleurs saluÃ© le bon dÃ©roulement du scrutin de mercredi. L'Union africaine (UA) a qualifiÃ© ces Ã©lections de "libres et Ã©quitables" malgrÃ© quelques irrÃ©gularitÃ©s. Face Ã la victoire annoncÃ©e de l'ANC, des milliers de Sud-Africains avaient commencÃ© Ã cÃ©lÃ©brer dÃ©s jeudi soir cette quatriÃ©me victoire consÃ©cutive depuis l'avÃ©nement de la dÃ©mocratie il y a quinze ans. Le Premier ministre britannique Gordon Brown avait d'ajÃ© fÃ©licitÃ© Jacob Zuma vendredi, mÃªme si ce dernier doit encore recevoir l'adoubement formel du Parlement, lors d'une session extraordinaire le 6 mai. La prestation de serment est prÃ©vue le 9 mai. Le prochain gouvernement aura besoin d'un trÃ©s solide soutien dans la difficile tÃ¢che qui l'attend avec 43% de la population sous le seuil de pauvretÃ© et un taux de chÃ¢mage frÃ¢lant les 40%. Des statistiques susceptibles d'empirer alors que la premiÃ©re puissance Ã©conomique du continent s'apprÃªte Ã entrer en rÃ©cession pour la premiÃ©re fois depuis 17 ans. Jacob Zuma devra Ã©galement s'attaquer Ã la criminalitÃ©, une des plus fortes au monde, et au sida qui ravage le pays. NdlR : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduit la mÃ©diation rÃ©gionale dans le processus de paix au Burundi. Avant son limogeage en 2005 de la vice-prÃ©sidence sud-africaine, Jacob ZUMA Ã©tait le principal reprÃ©sentant de la mÃ©diation sud-africaine au Burundi.Ã